



## Sortie de zone euro : Le précédent (démocratique) de la Grèce

Le mardi 30 juin, la Grèce doit rembourser 1532 millions d'euros au FMI, somme cumulée des emprunts arrivant à échéance pour ce seul mois de 2015 pour le Fonds Monétaire international.

Or, malgré des négociations qui ont tenu en haleine tous les médias depuis cinq mois, contre toute attente, aucune des parties ne s'est décidée à plier.

### Comment en est-on arrivé là en Grèce ?

Selon toute vraisemblance, la Grèce ne pourra pas honorer sa dette, ce qui la mettra en état de faillite technique. Vis-à-vis du FMI, ce n'est pas encore patent : les règles de remboursements peuvent avoir une certaine souplesse et le Fonds ne pourrait déclarer la Grèce en cessation qu'à la fin du mois de juillet. L'échéance de 3,5 milliards à rembourser à la Banque Centrale Européenne est plus problématique : les règles sont plus strictes, et sans progrès des pourparlers, auxquels certains veulent encore croire, la Grèce devra sortir de la zone Euro dès le mois de juillet.

Qu'importe la date exacte. Ce qu'il est facile de comprendre, c'est qu'un pays qui rembourse des dettes, et surtout des intérêts, en contractant de nouveaux emprunts se dirige tout naturellement et inéluctablement vers une asphyxie financière. Ce n'est qu'une question de temps.

Ce cercle vicieux est d'autant plus prégnant que les nouveaux emprunts sont assujettis à une politique d'austérité imposée à la Grèce par la Troïka (BCE, FMI, Commission). Cela fait déjà bien longtemps que la Grèce a perdu sa souveraineté par les choix politiques qui lui sont imposés de l'extérieur. Par là même, l'austérité générée grève les possibilités de remboursement futures du pays.

Il n'y a pas d'issue...

Pourtant, le pays n'a pas démérité : les efforts surhumains imposés à la population par des baisses énormes du pouvoir d'achat a permis au pays de dégager un excédent primaire budgétaire. Cela signifie que si l'on excepte le remboursement de la dette et des intérêts, la Grèce ne génère plus de déficit budgétaire. Pour mémoire, la France n'y arrive pas...

Le gouvernement grec semble avoir pris acte de la situation, car c'est pour cela qu'il demande un règlement politique de la situation. La Grèce voulait négocier sans le FMI, sur la base d'une entraide entre les pays de l'Union européenne.

Rien n'y fit :

- Les propositions d'avancées grecques ont été jugées insuffisantes
- Aucune proposition sérieuse de rééchelonnement ou d'annulation de la dette n'a été envisagée (alors même que l'Allemagne y a eu droit en 1953)

- Le FMI est resté aux négociations et a durci ses exigences (La directrice du FMI, Christine Lagarde, est en campagne candidate à sa propre succession). Le FMI n'y était pas obligé, la question de fond était tout simplement son remboursement.
- Certaines personnalités, comme le ministre des finances allemand, Wolfgang Schäuble, ont multiplié les déclarations alarmistes et extrêmes.

L'Europe n'est pas dans une attitude d'aide.

Au mépris de leurs choix démocratiques, les Grecs devaient accepter une baisse supplémentaire des pensions de retraite, des taux de TVA....

L'humiliation a dû effectivement être fortement ressentie. La mascarade a pris fin lorsque le gouvernement grec a choisi de faire voter le peuple sur la politique proposée.

La décision démocratique de proposer un référendum a été jugée « triste » (sic) par le président de l'Eurogroupe le samedi 27 juin !

**La question devient : Où place-t-on la démocratie au sein de l'Europe ?**

## **Comment en est-on arrivé là dans la zone euro ?**

Une remarque liminaire s'impose : la Grèce est rentrée dans la zone euro en falsifiant ses comptes. Mais la complicité de l'Europe fut totale. La Banque Goldman Sachs qui s'est chargée de la besogne comptait parmi ses cadres Mario Draghi (vice président de Goldman Sachs pour l'Europe de 2002 à 2005), l'actuel président de la BCE. Nul ne peut prétendre déceintement ignorer la complicité tacite de l'Europe. Les motifs étaient alors politiques, ce qu'on dénie à la Grèce aujourd'hui pour l'aider.

Rien ne prévoit dans les règles européennes qu'un pays puisse sortir de la monnaie unique.

L'euro est censé être une valeur sûre et de confiance. Pour cela, les règles concernant la monnaie ont été corsetées dans une rigidité absolue. Malgré quelques assouplissements notables, comme le rachat des dettes souveraines par la BCE qui retarde l'effet centripète des forces faisant éclater la zone euro, l'euro est conçu comme une monnaie forte, où toute dévaluation est interdite. **Cela interdit toute politique monétaire.**

Ce sont aux Etats de s'adapter, en opérant des ajustements réels, c'est à dire sur les citoyens à travers leur pouvoir d'achat : on limite les dépenses, on augmente les impôts, on baisse les salaires... Le but est de redevenir compétitif car l'euro est une monnaie forte et donc chère. Il est dès lors difficile d'exporter car les prix des produits sont prohibitifs.

A ce titre le rapport Gallois est éclairant sur les dizaines et dizaines de pages de propositions et d'analyses sur tous les sujets permettant une baisse des coûts. Sur la question de l'ajustement monétaire ? Moins d'une page, en concluant par un point d'exclamation que le sujet est important et qu'il faut que l'Europe s'y intéresse ! Or, l'actualité (et les règles régissant l'euro !) montre que c'est impossible.

La structuration de l'économie allemande se satisfait parfaitement d'un euro fort. Le souvenir lointain de l'hyperinflation des années 20 est encore souvent cité en exemple, lorsque leur monnaie n'avait plus de valeur. De même, on oublie souvent que le talon d'Achille du troisième Reich était la monnaie, à tel point que dès 1934, le budget allemand est gardé secret. Aujourd'hui encore, il faut signaler que l'Allemagne ne certifie pas ses comptes, alors que la France fait tant d'efforts pour le faire. On se demande pour quel résultat.

Dans l'après-guerre, l'industrie allemande se situe résolument sur un créneau haut de gamme, ce qu'un Deutschemark fort ne perturbe pas pour les exportations. Chers ou très chers, les biens de luxe ou à très forte valeur ajoutée en quasi-monopole se vendront de toute façon. A titre d'exemple, les bénéfiques pléthoriques de l'année dernière engrangés par Volkswagen l'ont été grâce à Audi et Porsche (des filiales).

Ce que l'on peut comprendre, c'est que l'euro est aujourd'hui pour grande part au service de l'Allemagne, même si d'autres scandales subsistent, comme par exemple la présence d'un paradis fiscal au sein même de la zone euro : le Luxembourg.

Si la zone euro est excédentaire commercialement, c'est que l'Allemagne couvre tous les déficits des autres pays. La conséquence est qu'il faudrait alors réévaluer encore l'euro, au détriment des autres pays. On le voit, la Grèce n'a aucune chance sur le long terme.

**Mais ce que l'on constate avant tout est que l'euro est construit comme une monnaie de concurrence et de combat entre les pays, et pas du tout comme une monnaie de coopération et de solidarité.**

## Et maintenant ?

S'il est une chose que la crise grecque a le mérite de mettre en évidence, c'est la construction technique de l'euro. Si pour les populations l'euro constitue bien une monnaie unique, utilisable indifféremment dans les pays de la zone, l'existence des banques centrales de chaque pays continue de jouer un rôle essentiel au delà de la BCE. Comme chaque pays de la zone euro est indépendant, mais utilise une monnaie identique, il n'existe plus d'opération de change à proprement parler.

Pour ce faire, une plate-forme commune de paiement a été mise en place dénommée TARGET 2 (Trans-european Automated Real-time Gross settlement Express Transfer system). Chaque banque centrale de la zone euro conserve un compte propre permettant les échanges internes de monnaie. Techniquement, on ne parle plus de réserves de change mais de "soldes Target". Mais ce qui est important, c'est qu'il continue d'exister d'une certaine façon un euro français, un euro allemand, un euro grec etc... **avec un taux de change fixe. Les déséquilibres entre les soldes montrent alors la bonne ou mauvaise santé financière d'un pays dans ses échanges. Les Etats n'ont aucun moyen d'action dessus. Combien le voudrait-il, ce serait remettre en cause une situation de rente favorable d'un autre pays. La solution ne peut être que politique de changer (entre autre) le système de fonctionnement de l'euro actuel.**

L'exemple grec ne donne aucun signe d'une volonté réelle d'aider ce pays à sortir de la spirale de la dette.

La dette grecque est une dette des Etats souverains. Elle pose la question de l'indépendance démocratique des pays et de l'indépendance des Etats vis à vis de l'euro.

Le risque de contagion est important car tous les prêts effectués aux grecs ne pourront pas être remboursés. Or, aux premiers rangs des prêteurs se trouvent l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne. Les sommes prêtées et non remboursées seront transférées budgétairement de l'actif vers le passif. Les recettes attendues deviendront des charges réelles. Les pays déjà attaqués seront encore plus fragilisés et le risque d'éclatement de la zone euro peut devenir un vrai sujet d'actualité.

Il y a fort à parier qu'il sera tenté de maintenir le système à bout de bras, mais sans volonté de le modifier, car il a beaucoup trop été dit et répété que l'euro est immuable. Aucune sortie de l'euro n'est d'ailleurs institutionnellement prévue.

Il peut donc paraître logique de vouloir encore infléchir la volonté des grecs pour accepter les conditions léonines pour leur aide sous forme de nouveaux prêts remboursant les anciens... jusqu'à la prochaine crise. C'est une bonne façon de se voiler la face qui d'ailleurs renie certaines valeurs démocratiques sur lesquelles l'Europe est censée se bâtir.

Il peut également paraître logique que la BCE intervienne massivement pour endiguer la défiance vis à vis de l'euro que la crise ne peut pas manquer de provoquer. Mais même si elle tente de le faire au delà de ses propres statuts, elle ne peut le faire sans mécontenter certains pays dans l'espace hétérogène des nations. Ainsi, des solutions radicales mais efficaces sont pour l'heure inenvisageables.

**Ce que l'on risque de retenir, c'est qu'il n'existe pas un seul exemple dans toute l'histoire où une monnaie a été mise en place avec succès avant une harmonisation fiscale, juridique, sociale, constitutionnelle.... Or, c'est le grand problème de l'euro.**

**La CGT s'inscrit dans cette logique d'une construction européenne où la monnaie ne peut en aucun servir d'instrument de perte de pouvoir d'achat.**

**De la même manière, la monnaie ne peut être l'alibi à la perte de pouvoir démocratique des peuples sur eux-mêmes.**

**La CGT ne peut alors qu'être solidaire du peuple grec dans son désir de sortir dignement de la crise qu'ils connaissent, et cela d'une manière pérenne dans le temps.**

Analyse de Nicolas THIRION

Bureau National CGT Finances Publiques